



NATIONS UNIES
GABON



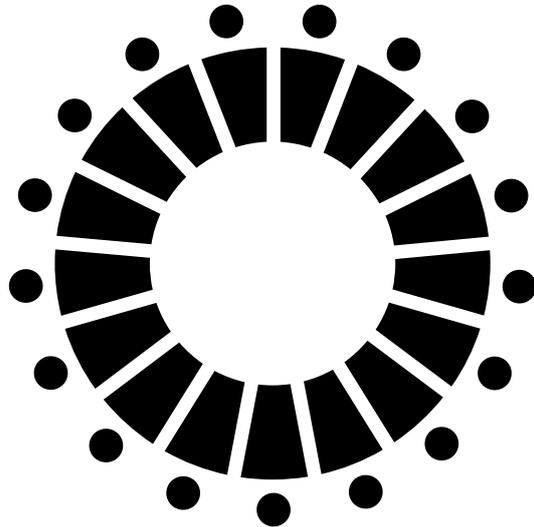
Rapport Annuel 2022

Nations Unies au Gabon





NATIONS UNIES
GABON



**LEAVE
NO ONE
BEHIND**

 @onugb

 @onuGabon

 gabon.un.org

Photo de couverture : Amazing Gabon
Crédits photo : Emily Pinna, UNICEF, ONU
Mise en page et design graphique : UNON Nairobi
Édition : Mélanie Moyer

Rapport Annuel 2022

Nations Unies au Gabon

GABON



Population

2,2 millions

Indice de Développement Humain :
0,706 (112ème/191)

Taux de chômage : **20,5%**
32% femmes
36% jeunes

Taux net de scolarisation: **70%**



Superficie

267 667 km²
(89% de forêt)



Pauvreté : **33,4%**

Accès à l'eau potable :
80,8%

Accès à l'électricité : **98%**

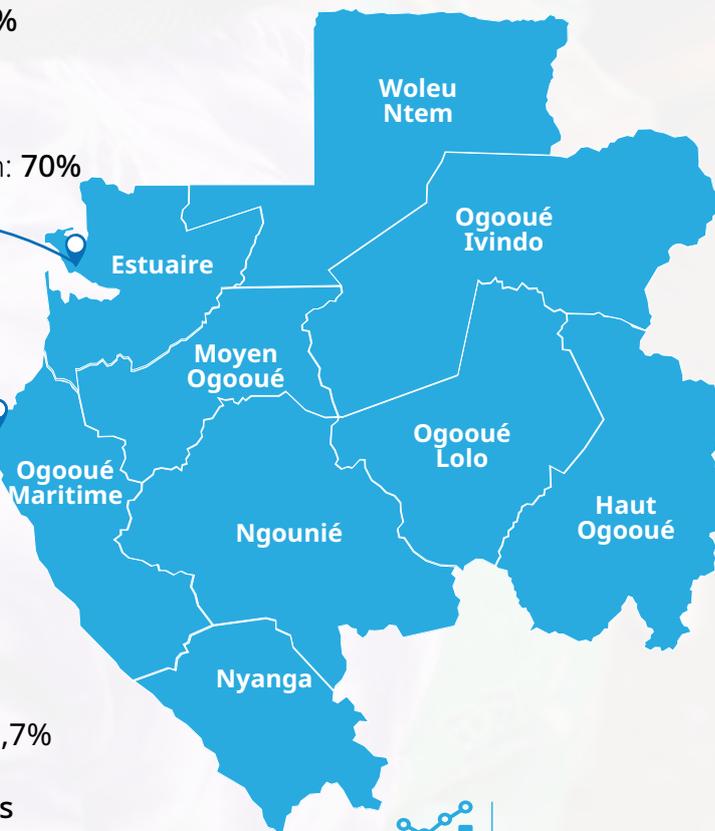
Indice GINI : **38**

Libreville

Capitale administrative

Port-Gentil

Capitale économique



Santé

Prévalence de la sous-alimentation : **15,7%**

Espérance de vie : **66 ans**



63.5
ans



68.5
ans

Assurance maladie
(% population) : **50**

Mortalité infantile : **42 décès pour**
1000 naissances vivantes

Prévalence VIH
(adulte 15-49 ans) : **3%**



Économie

PIB par habitant :
7 490 USD

Principales exportations
Pétrole (72%)
Manganèse (17%)
Bois (10%)



NATIONS UNIES
GABON



AGENCES ET ENTITÉS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES RÉSIDENTES AU GABON



**BANQUE
MONDIALE**



FMI



FAO



OMS



ONU DC



UNOCA



PNUD



UNESCO



UNHCR
The UN Refugee Agency

HCR



FNUAP



UNICEF

AGENCES NON RÉSIDENTES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU GABON



OIM



ONUSIDA



BIT



**UN
CDF**
Unlocking Public and Private
Finance for the Poor



UNECA



UIT



AIEA



IFAD
Investing in rural people



CNUCED



HCDH



ONUDI



PNUE



UN HABITAT



ONU VOLONTAIRES



ONU FEMMES

Table des matières

Avant-propos	7
Liste des sigles et abréviations	8
Chapitre 1 : Principaux développements dans le pays et contexte régional	11
Chapitre 2 : Soutien du système des Nations Unies aux priorités nationales de développement	15
2.1 Aperçu des résultats du Plan-cadre de coopération	16
2.2 Priorités, résultats et produits du Plan-cadre de Coopération	16
2.2.1 Gouvernance	17
2.2.2 Développement inclusif	18
2.2.3 Croissance diversifiée et inclusive	22
2.2.4 Durabilité environnementale et résilience	23
2.3 Partenariats et financements de l'Agenda 2030	26
2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies	26
2.5 Évaluations et leçons apprises	28
2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources	30
Chapitre 3 : Priorités de l'Équipe-pays des Nations Unies pour l'année 2023	35

Avant-propos

Chères lectrices, chers lecteurs,

L'année 2022 a été marquée par de bons progrès dans la mise en œuvre de la réforme des Nations Unies, telle qu'envisagée par ses États membres, grâce à une coopération plus étroite entre les diverses entités du système des Nations Unies et des partenariats renforcés avec le Gouvernement et d'autres partenaires clés. Cette année fut particulièrement chargée avec d'importants chantiers communs et ce d'autant plus que le Gabon assurait deux mandats importants en tant que membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU et membre du Conseil des Droits de l'Homme.

L'élaboration du Bilan Commun Pays et du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable au Gabon 2023-2027, ont été au cœur des efforts des 25 entités onusiennes soutenant le pays dans sa vision de progrès et de prospérité. Cet important travail a été réalisé de manière très participative et inclusive en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes. Il a abouti à une vision commune avec les représentants du Gouvernement, de la société civile et d'autres institutions autour de trois axes stratégiques : (1) promouvoir la bonne gouvernance ; (2) appuyer la transition vers une économie verte et bleue ; et (3) renforcer l'égalité des chances et l'inclusion.

L'évaluation indépendante du plan-cadre quinquennal précédent nous a rappelé l'importance de renforcer encore les mécanismes de gouvernance de nos programmes conjoints. L'appui des Nations Unies à la riposte à la Covid-19 a déjà prouvé le potentiel de réalisation d'actions bien coordonnées et complémentaires, ainsi que la valeur ajoutée d'une approche multisectorielle et multiparte-

naires. Ce chantier se poursuivra dans le nouveau cycle programmatique.

Les Nations Unies ont continué à déployer de considérables efforts en 2022 pour accroître la visibilité du Gabon en tant que champion de la conservation environnementale et de la lutte contre les changements climatiques. Ces appuis et plaidoyers sont soutenus par plusieurs programmes qui contribuent à la conservation de la forêt et d'autres ressources naturelles, à leur gestion et exploitation durable, et à une transition maîtrisée vers une économie diversifiée - verte et bleue - génératrice d'emplois décents.

Je profite de cette occasion pour remercier le Gouvernement gabonais, les organisations non-gouvernementales et de la société civile, les partenaires techniques et financiers, les universités et centres de recherche, les acteurs du secteur privé et plus largement l'ensemble des partenaires du système des Nations Unies ainsi que les bénéficiaires de ces actions pour l'excellente collaboration en 2022.



Dr. Savina Ammassari

Coordonnatrice Résidente du
Système des Nations Unies au
Gabon

Liste des sigles et abréviations

ADAG	Agence du Développement Agricole du Gabon
ANPN	Agence Nationale des Parcs Nationaux
BCP	Bilan Commun Pays
BEPC	Brevet d'Étude du Premier Cycle
BOS	Business Operations Strategy
CAFI	Central African Forest Initiative
CNC	Conseil National Climat
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
ICCROM	International Centre for the Study of the Preservation and Restoration of Cultural Property
IFI	Institutions Financières Internationales
INFF	Cadre National de Financement Intégré
MNDE	Mécanisme National de Dialogue et d'Échange
ODD	Objectif de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDC	Organisation des Nations Unies contre le Drogue et le Crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA

PASSMAR	Programme d'Appui à la Stratégie de Sûreté et de Sécurité Maritimes en Afrique Centrale
PAT	Plan d'Accélération de la Transformation
UNSDCF	Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUAD	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PSGE	Plan Stratégique Gabon Emergent
PTF	Partenaire technique et financier
RFF	Programme conjoint de renforcement de la sécurité alimentaire et de l'emploi des femmes et des jeunes via la promotion des chaines de valeurs vertes inclusives
SNU	Système des Nations Unies
TB	Tuberculose
UNCCC	Commission cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
UNECA	Commission Économique pour l'Afrique de Nations Unies
UNEP	United Nations Environment Programme
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOCA	Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique Centrale
USD	Dollars américains
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
ZLECAF	Zone de libre-échange continentale africaine





CHAPITRE 1 : PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS DANS LE PAYS ET CONTEXTE RÉGIONAL

Dans un contexte international marqué par le regain des tensions géopolitiques, dont la poursuite de la guerre en Ukraine, les effets des changements climatiques et la résurgence de la pandémie de la Covid-19 en Chine, le Gabon a fait preuve de résilience en 2022. La croissance s'est consolidée à +2,8% après le rebond observé en 2021 et la récession de 2020 consécutive à la crise sanitaire¹.

Parallèlement, l'inflation s'est accélérée en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. Cette flambée des prix est exacerbée par la forte dépendance du pays aux importations y compris de denrées alimentaires.

La hausse des cours des matières premières, le dynamisme du secteur hors pétrole ainsi que les réformes engagées par les autorités ont permis l'amélioration progressive de la situation des finances publiques. Le déficit budgétaire s'est contracté pour atteindre 1,8% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2022 contre 2,2% en 2021.

Cette consolidation des positions budgétaires et extérieures reste viable malgré des risques persistants liés au retournement conjoncturel, au durcissement des conditions financières sur les marchés et aux dysfonctionnements dans la gouvernance. Les fruits de la croissance ne profitent pas encore à toute la population et l'éradication de la pauvreté, du chômage et le faible niveau des infrastructures de base demeurent des défis majeurs en termes de développement pour le pays. En vue d'atteindre une croissance durable, plus inclusive et verte, les autorités ont érigé au rang de priorité la transformation structurelle du pays dans la stratégie nationale de développement, le Plan Stratégique Gabon Émergent (PSGE).

Par ailleurs, grâce à son riche potentiel en ressources naturelles, notamment ses écosystèmes forestiers, et sa stabilité politique, le Gabon a renforcé son rayonnement régional et international. En adhérant au Commonwealth, le pays a intégré un nouvel espace réunissant 56 états, source de nouvelles



Vue panoramique depuis la route du Moyen-Ogooué

1. FMI (2023) https://www.imf.org/external/datamapper/BT_GDP@AFRREO/GAB/CEMAC, consulté le 10 février 2023.

opportunités diplomatiques et économiques. De plus, le pays est un modèle pour la communauté internationale dans la préservation de son patrimoine forestier au bénéfice de l'humanité. L'organisation à Libreville de la Semaine Africaine du Climat, avant la COP27 de Charm-el-Cheik en Égypte, marque le positionnement du pays parmi les leaders dans la réponse mondiale aux changements climatiques conformément aux engagements du Pacte de Glasgow et de l'Accord de Paris.

En outre, la certification de plus 187 millions de tonnes de crédits carbone du Gabon par la

Commission Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (UNCCC) constitue une avancée importante pour la valorisation du capital naturel gabonais et une fenêtre d'opportunités d'obtention de revenus de la finance verte et durable. Les Nations Unies se tiennent au côté du Gabon pour engager une transformation holistique permettant d'amorcer un développement économique profondément vert, durable, résilient au changement climatique et ne laissant personne de côté.







CHAPITRE 2 : SOUTIEN DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AUX PRIORITÉS NATIONALES DE DÉVELOPPEMENT

2.1 Aperçu des résultats du Plan-cadre de coopération

La mise en œuvre du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD), commencée en 2018, s'est conclue en 2022. Elle s'articule autour de quatre priorités stratégiques, véritables leviers de développement durable pour le pays et de la vision du Gabon, telle qu'exprimée dans son Plan Stratégique Gabon Émergent. Ce plan a mis l'accent sur l'avantage comparatif de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et sur l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) à l'horizon de 2030.

Dans le cadre du PNUAD 2018-2022, le système des Nations Unies au Gabon a orienté sa stratégie d'intervention sur la mobilisation de financements et sur l'assistance technique ainsi que sur le renforcement des capacités et des cadres normatifs relatifs aux thématiques clés telles que le développement économique, social et humain du pays, alignés aux priorités nationales, sur les ODD et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Malgré des progrès significatifs, l'évaluation du PNUAD a mis en exergue les difficultés rencontrées dans son opérationnalisation notamment sa faible

appropriation par les partenaires nationaux, les lacunes du cadre de suivi/évaluation et une mobilisation des ressources insuffisante.

Durant cette dernière année de mise en œuvre du PNUAD, l'appui des Nations Unies au Gabon s'est principalement concentré sur l'efficacité de la réponse post Covid-19, surtout au bénéfice des populations les plus vulnérables, ainsi que sur la consolidation de la résilience socio-économique des populations et le soutien et l'accompagnement du processus de transition vers une économie verte durable sans laisser personne pour compte.

2.2 Priorités, résultats et produits du Plan-cadre de Coopération

En 2022, l'Équipe-pays des Nations Unies au Gabon disposait de 24 millions USD de ressources et 73% de ce montant soit 17 millions USD, ont été utilisés pour la mise en œuvre de plus de 136 activités de développement sous divers produits du PNUAD.

Le système des Nations Unies au Gabon a poursuivi ses interventions en matière d'appui à la relance socio-économique post Covid-19 et a par-

Priorités stratégiques	Effets	ODD
Gouvernance	D'ici 2022, les institutions publiques ont exercé efficacement leurs rôles dans le processus démocratique, y compris le respect des DH & dans la gouvernance économique et ont renforcé le système statistique pour orienter les politiques publiques.	    
Développement inclusif	D'ici 2022, la qualité de la budgétisation des secteurs sociaux soit significativement améliorée et les populations, notamment les plus vulnérables ont davantage utilisé les services sociaux de base de qualité	   
Croissance diversifiée et inclusive	D'ici 2022, le Gabon a amorcé la diversification et la transformation structurelle de son économie, développé des chaînes de valeur, mis en place des systèmes productifs innovants et crée des emplois suffisants et viables au profit des jeunes et des femmes	  
Durabilité environnementale	D'ici 2022, le Gabon améliore la préservation de la biodiversité et la gestion de ses ressources naturelles, notamment forestières, minières, énergétiques et foncières, de manière compatible avec la durabilité environnementale	      



allèlement axé ses activités sur la diversification de l'économie et la protection sociale.

Les populations vulnérables, les plus impactées par les effets des différentes crises, et surtout les jeunes et les femmes, ont été prioritairement ciblés dans plusieurs activités, en appui aux stratégies nationales comme la Stratégie Gabon Égalité.

2.2.1 Gouvernance

Droit humains et égalité des sexes

En 2022, sept entités des Nations Unies, à savoir UNOCA, HCDH, UNESCO, PNUD, ONU Femmes, ONUSIDA et le FNUAP, sous le leadership de la Coordonnatrice Résidente ont mené, dans le cadre du Plan d'action pour la bonne gouvernance et les droits humains, des activités de renforcement de capacités des parties prenantes en matière de droits humains et d'égalité des sexes.

Les activités de ce plan ont été définies et réalisées dans le cadre du Mécanisme National de Dialogue et d'Échange (MNDE) des acteurs de la promotion et de la protection des Droits de l'Homme

réunissant le Gouvernement, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Les trois piliers stratégiques du plan d'action était le renforcement :

- 1) des cadres juridiques et institutionnels,
- 2) des capacités des médias et de leurs organes de régulation, des membres de la chaîne judiciaire et des forces de l'ordre ; et
- 3) de la participation politique des femmes et des jeunes.

Ainsi plusieurs initiatives ont permis de renforcer les relations entre les forces de l'ordre et les médias, de promouvoir la participation citoyenne et politique des jeunes et des femmes à Libreville et en province, et de renforcer les capacités des membres du MNDE en matière de droits humains. De même et dans le cadre de la Stratégie Gabon Égalité, le système des Nations Unies, et en particulier ONU Femmes, a appuyé la campagne « HeforShe » pour une sensibilisation de la population sur l'égalité des genres et les droits de la femme. Le système des Nations Unies a aussi organisé une campagne de sensibilisation lors des 16 jours d'activisme contre la violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles tout en sensibilisant le public



Jeunes femmes « Tisserands de la paix » à Oyem, Woleu Ntem



sur les principes de la nouvelle Loi 006/2021 sur la lutte contre les violences faites aux femmes.

Toujours dans le cadre du renforcement des capacités des institutions en matière de respect des droits humains, quatre agences des Nations Unies (UNICEF, ONUDC, UNHCR et OIM) ont mis en œuvre un programme conjoint pour répondre à la problématique de la sécurité humaine lors des **migrations mixtes** vers le Gabon. Ce programme a soutenu l'élaboration des procédures de prévention et la protection des migrants ayant des besoins spécifiques, notamment ceux victimes de la traite des êtres humains. Le programme a formé 120 professionnels à la prise en charge de ces victimes et de la migration mixte.

L'approche de l'inclusion par une amélioration de la gouvernance a également motivé les nombreux plaidoyers menés par les membres du système des Nations Unies au Gabon en faveur d'un **renforcement de la budgétisation des ressources publiques** sensibles à l'enfance, au genre et aux personnes vivant avec le VIH. C'est ainsi qu'un fort plaidoyer et un appui technique ont été engagés en faveur d'une meilleure planification de la fourniture des médicaments antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH/sida afin d'éviter les fréquentes ruptures de stock et, en conséquence, un accroissement de la résistance du virus aux molécules rendant ce traitement, essentiel pour les patients, de plus en plus onéreux.

Appui à la réforme des cadres juridiques et politiques

Une importante étape en 2022 a été la soumission par le Gabon de son rapport **d'Examen Périodique Universel** qui fait l'état des progrès du pays dans la protection et la promotion des droits humains. Un des résultats les plus significatifs est l'élaboration, avec l'appui du système des Nations Unies, d'une **nouvelle loi pour la restructuration de la Commission Nationale des Droits de l'Homme** et sa mise en adéquation avec les « Principes de Paris ». Cette loi devrait être rapidement adoptée en 2023.

Dans le domaine de la **conservation du riche capital naturel** du Gabon, le PNUD a accompagné le pays dans le renforcement des services et des informations sur le climat pour une meilleure adaptation au changement climatique. Avec le même objectif, le PNUD a appuyé le développement d'un répertoire des problèmes environnementaux et une évaluation afin de renforcer les politiques et les prises de décisions fondées sur des éléments scientifiques.

Le renforcement des institutions dans le domaine de la sécurité a été une des priorités de l'appui apporté par le système des Nations Unies dans le cadre du projet « Tisserands de la paix » mené sous le leadership de l'UNESCO et l'ONUDC financé par le Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la Paix (PBF). Les efforts se sont concentrés sur la **lutte contre le trafic des ressources naturelles et des espèces sauvages** et l'amélioration du cadre juridique pénal face à l'ampleur du fléau dans la région.

Analyse et bilan des progrès vers les ODD

En 2022, les Nations Unies ont, conjointement avec la Primature, le ministère de l'Économie et de la Relance et l'ensemble des ministères de tutelle, réalisé l'état des lieux des progrès vers les 17 ODD au moyen de la consolidation et de l'analyse des statistiques disponibles. Ce travail a facilité le **premier Examen National Volontaire du Gabon** dont les résultats ont été présentés par le ministre de l'Économie et de la Relance au Forum politique de haut niveau sur le développement durable des Nations Unies en juillet 2022 à New York.

2.2.2 Développement inclusif

Les entités du système des Nations Unies, à travers le pilier « Développement inclusif » du PNUAD 2018-2022, se sont engagées auprès du Gouvernement gabonais à significativement contribuer à l'amélioration du système de santé et du bien-être de la population par un accès équitable à des services de santé de qualité, à une éducation qui favorise l'ascension sociale et aux services de bases tels que l'eau et l'assainissement.





Présentation de la première Revue Volontaire Nationale du Gabon sur les ODD lors du Forum politique de haut niveau pour le développement durable à New York (juillet 2022)

Santé

Le système des Nations Unies accompagne le pays vers la couverture sanitaire universelle en mettant l'accent sur le renforcement de la gouvernance sanitaire et la mise en place de la santé communautaire afin de fournir un accès aux soins de santé primaire de qualité à toute la population sans laisser personne de côté.

Avec l'appui de l'OMS, de l'UNICEF, du FNUAP et de l'ONUSIDA, le Gabon s'est doté d'une **politique nationale et d'un plan stratégique de santé communautaire**. Quinze départements sanitaires, couvrant près de 70% de la population, disposent désormais d'un plan opérationnel.

De même, la **Politique nationale de la santé de la reproduction** (2022-2031) et le **Plan stratégique national de lutte contre le paludisme** (2022-2026) ont été finalisés grâce à l'expertise du système des Nations Unies. Dans le cadre du programme élargi de vaccination, soutenu conjointement par l'OMS et l'UNICEF, des modules de formation ont été élaborés et de nombreux cadres et prestataires de santé ont bénéficié de formations dans les départements et districts sanitaires. Des formations en cascade ont également été dispensées pour faire face à une épidémie de rougeole.

En outre, le renforcement des stratégies, des capacités et des directives nationales ont permis **d'améliorer la qualité des soins de la mère et de l'enfant** qui reste une priorité pour le système des Nations Unies, avec les programmes de santé sexuelle et de la reproduction, afin de réduire la mortalité maternelle et néonatale. Des équipements médicaux et des fournitures, comme des registres et des kits d'accouchement, ont été fournis aux structures sanitaires par le FNUAP et l'OMS. De plus, les capacités en éducation sexuelle complète de 126 enseignants et de 77 personnels des services spécialisés ont été renforcées dans les provinces du Haut-Ogooué et du Moyen-Ogooué pour mener des actions dans 59 établissements scolaires.

En matière d'activités de **prévention des maladies sexuellement transmissibles et surtout du VIH/sida**, l'attention a été focalisée sur le besoin de renforcer la prévention par le dépistage et la prise en charge des patients, et surtout des enfants et des adolescents, pour mettre fin au sida pédiatrique. Un plaidoyer conjoint a été mené avec le Coordinatrice Résidente des Nations Unies par diverses entités des Nations Unies pour mettre fin aux ruptures de stocks en médicaments antirétroviraux, essentiels pour un **traitement efficace du VIH/sida**.





Centre de vaccination de Tchengué à Port-Gentil,
Ogooué Maritime

De bons résultats ont été également obtenus avec l'appui de l'OMS dans le domaine de la prévention et du traitement de la tuberculose (TB), de la co-infection VIH/TB, de l'hépatite et des maladies négligées et non-transmissibles.

Protection sociale

Un important programme conjoint du système des Nations Unies au Gabon, conclu en 2022, visait un plus grand **accès à la protection sociale en fournissant des actes de naissance** à des personnes n'en ayant pas. L'appui fourni par six entités - UNICEF, ONUSIDA, OMS, FNUAP, OIT et UNESCO - a permis de s'attaquer aux causes profondes des problèmes liés à l'enregistrement des naissances dans le pays et susciter par la loi une extension des délais d'enregistrement d'un nouveau-né.

Fin 2022, presque 32 000 gabonais sans extraits de naissance avaient déposé une demande pour entrer en possession d'un acte de naissance. Plus de 14 000 jugements supplétifs avaient été rendus par les tribunaux et environ 11 760 actes avaient été

établis. Un total de 4 021 demandeurs avait déjà retiré leur certificat de naissance et 3401 d'entre eux s'étaient inscrits à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) donnant accès à divers programmes de protection sociale et à des prestations sociales (bons alimentaires, etc.). Ils sont désormais en situation régulière pour accéder aux services publics d'éducation, de santé et de protection sociale.

En outre, dans le cadre du Programme conjoint sur la gestion des migrations mixtes vers le Gabon, financé par le *Le Fonds des Nations Unies pour la Sécurité Humaine* et mis en œuvre par l'OIM, le HCR, l'UNICEF et l'UNESCO, une campagne d'identification des enfants et adultes apatrides a été réalisée.

Éducation

Afin de garantir une éducation de qualité accessible à tous et développer les compétences nécessaires pour la transition vers une économie verte et bleue et un développement durable, le système des Nations Unies a soutenu, en 2022, un **diagnostic du secteur de l'éducation et de la formation** pour identifier les aspects qui doivent être améliorés afin d'accélérer les progrès vers l'ODD4. La déclaration adoptée par le Gouvernement lors du Sommet sur la Transformation de l'Éducation à New York a informé le développement du **Plan sectoriel intermédiaire de l'Éducation** soutenu par l'UNICEF et l'UNESCO.

Parmi les initiatives soutenues par le système des Nations Unies pour améliorer l'éducation et lutter contre les violences en milieu scolaire figure le programme national de **digitalisation de l'enseignement** porté par l'UNICEF, permettant de renforcer l'enseignement à distance et d'accroître l'accès à l'éducation. Une stratégie nationale de digitalisation de l'enseignement a également été élaborée visant à atteindre 90% des établissements scolaires publics en cinq ans. Neuf écoles des provinces de l'Ogooué Lolo et du Moyen Ogooué en bénéficient déjà. Pour cette phase expérimentale, 500 tablettes ont été distribuées à 1500 écoliers des sites pilotes.





Cours de chimie au Lycée Nguema Bekale d'Oyem, Woleu Ntem

Formation technique et professionnelle

En matière de formation technique et professionnelle le système des Nations Unies a identifié des opportunités dans le secteur de l'agriculture et a appuyé le Ministère de l'Agriculture, de la sécurité alimentaire, chargé de la valorisation de la ruralité dans l'élaboration du **Plan de Développement stratégique de l'École Nationale de Développement Rural**.

Dix-huit enseignants ont été formés outillés et accompagnés sur la méthodologie Gérez mieux votre entreprise avec le soutien du BIT et 48 jeunes entrepreneurs ont été formés dans la ville d'Oyem. D'autres formations ont permis aux conseillers agricoles d'appuyer les entrepreneurs, de créer des emplois décents et de fixer les jeunes dans leurs terroirs en valorisant la production agricole et des produits forestiers.

Le personnel de l'Office National de l'Emploi a également bénéficié de formations sur des outils de développement entrepreneurial afin de transformer une vingtaine de conseillers d'emploi en formateurs certifiés qui pourront accompagner des jeunes dans la création et la gestion d'entreprises et la recherche d'emploi.

D'autre part, face à la propension croissante du crime organisé dans le trafic illicite de migrants, des formations sur le droit de la mer et la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite des migrants ont été organisées dans le cadre du Programme d'Appui à la Stratégie de sûreté et de sécurité maritime en Afrique centrale (PASSMAR) financé par l'Union Européenne. En effet, entre octobre et décembre 2022, l'ONUSD a organisé deux ateliers de formation visant à renforcer les capacités des autorités aéroportuaires gabonaises à identifier, détecter et enquêter sur le trafic illicite d'or à l'aéroport de Libreville. L'ONUSD, en collaboration avec l'ONG Conservation Justice, ont organisé un atelier pour le renforcement de la coordination des forces d'application de la loi et le système judiciaire dans les cas de criminalité faunique afin de promouvoir une réponse holistique coordonnée. De plus, un exercice opérationnel au large des côtes gabonaises sur la piraterie et autres crimes maritimes a été organisé en coopération avec le navire espagnole *Serviola*, précédé d'une double formation théorique sur la plateforme d'information et d'échange de YARIS et sur les techniques scientifiques de collecte des preuves en scène d'infraction. Plusieurs activités de formations ont été menées afin de



renforcer la gouvernance maritime et maîtriser les espaces maritimes.

Nutrition et sécurité alimentaire

Le pays a bénéficié de l'accompagnement du système des Nations Unies pour renforcer la sécurité alimentaire et améliorer la nutrition. Avec l'initiative « Main dans la Main » la FAO a visé l'accélération de la transformation agricole et le développement rural par des investissements accrus et la génération de connaissances solides.

La FAO a également soutenu la création de zones à forte productivité agricole notamment celle de Kango (Estuaire) sur une surface de 12 000 hectares. Les activités se poursuivront pour sécuriser les terres agricoles et permettre aux petits producteurs d'être répertoriés. Le but est de contribuer à une normalisation foncière et environnementale des terres et de promouvoir une meilleure nutrition par des contrôles de la qualité de la production tout en renforçant la souveraineté alimentaire du pays.

2.2.3 Croissance diversifiée et inclusive

Afin de surmonter les contraintes structurelles et les vulnérabilités existantes au Gabon, les Nations Unies soutiennent les autorités et l'ensemble des parties prenantes dans la construction du socle d'une transformation structurelle et d'une croissance diversifiée, inclusive et durable qui peut bénéficier à tous, sans laisser personne de côté.

Résilience économique

En 2022, des appuis techniques ont été apportés au Gouvernement et aux populations pour générer de la croissance, créer des emplois décents pour les jeunes et les femmes, notamment en milieu rural, au moyen d'investissements dans le capital naturel et la promotion de chaînes de valeur vertes inclusives dans le cadre de la relance post Covid-19.

Grâce au soutien du Fonds conjoint des Nations Unies sur les ODD (SDG Fund), le projet sur le « **Renforcement de la productivité et de la résilience des femmes et des jeunes** », mis en



©UNRCO/EmilyPinna/2022

Bénéficiaire du projet « Renforcement de la productivité et de la résilience des femmes et des jeunes » à Oyem, Woleu Ntem



œuvre par la FAO et le PNUD, a permis à plus de 500 ménages ruraux et à plus de 70 détenus de la prison centrale d'Oyem (Woleu Ntem) de développer des activités économiques autour de la chaîne de valeur de la viande de lapin. Au terme du projet, plusieurs jeunes ont découvert la diversité des métiers agricoles, des femmes ont pu développer des nouvelles activités génératrices de revenus et des détenus ont cultivé des produits agricoles et appris des techniques agricoles qui faciliteront leur réinsertion socio-économique une fois libérés.

La **résilience des paysans face à la flambée des prix alimentaires** a aussi été promue par le FIDA avec la promotion d'initiatives de soutien à la production locale, notamment dans l'aviculture. Dans les provinces de la Ngounié, Ogooué-Ivindo et Woleu Ntem, des formations sur les bonnes pratiques d'élevage ont été menées et ont bénéficié à 243 ménages ruraux. Ils ont reçu des équipements et des petits ruminants pour réduire la pauvreté en milieu rural.

Au total, pour répondre aux défis d'accès à une alimentation saine pour tous, à moindre coût et à faible impact sur l'environnement, le système des Nations Unies a appuyé l'opérationnalisation de la **stratégie de développement des villes vertes et de systèmes de production durable** notamment en maraîchage, en élevage à cycle court et en pisciculture.

Appui à la transition économique

Le diagnostic établi sur les modalités de financement d'un développement durable juste, solidaire, sensible aux droits humains et sobre en carbone au Gabon, a alimenté cette année le développement d'un **Cadre de Financement National Intégré (INFF)**. Ce diagnostic a en effet permis d'identifier les contraintes et les leviers d'actions multiples facilitant l'élaboration d'une stratégie de financement permettant de capter toutes les ressources financières (domestiques, externes, publiques et privées) y compris la finance climatique. Ces analyses joueront un rôle essentiel dans la conception des propositions de programmes conjoints du système des Nations Unies dans le cadre du cycle de coopération avec le Gabon de 2023 à 2027.

Le but est d'identifier des instruments financiers innovants tirant profit du potentiel naturel du pays et d'une coordination accrue des actions de l'ensemble des intervenants. Dans ce cadre les autorités gabonaises prévoient, dans la loi des finances 2023, l'émission d'une obligation bleue pour un montant de 500 millions USD. D'autres sources de **financements innovants verts et bleus** sont en cours de développement et vont pouvoir contribuer à fournir les ressources financières nécessaires à la transformation et à la diversification économique du pays tout en réduisant sa dépendance au pétrole.

Dans cette lignée, le système des Nations Unies a appuyé le renforcement des compétences techniques des cadres de l'administration publique, notamment de 30 fonctionnaires sur le marché carbone, de 40 fonctionnaires sur la budgétisation verte et sensible au genre, de 20 fonctionnaires sur l'opération de la fiscalité verte, ainsi que de 50 fonctionnaires sur l'élaboration d'une stratégie nationale d'obtention de financements innovants domestiques.

2.2.4 Durabilité environnementale et résilience

En appui au leadership démontré par le Gabon sur les questions climatiques et environnementales, le système des Nations Unies a été fortement impliqué dans les thématiques de conservation de la biodiversité, de gestion durable des forêts, de promotion de pratiques agricoles durables et de sensibilisation à la protection de l'environnement. L'enjeu étant d'accompagner le pays vers la mise en place d'actions transformatrices qui permettent de concilier les impératifs de croissance économique et d'autosuffisance alimentaire avec les exigences de protection environnementale, d'amélioration des conditions de vie des populations, et la santé et le bien-être des animaux.

Conservation et préservation de l'environnement

L'organisation de la Semaine Africaine du Climat, du 29 août au 2 septembre 2022, à Libreville par





Lagune du Fernan Vaz, Ogooué Maritime

UNFCCC et le Gouvernement gabonais avec le soutien d'autres entités des Nations Unies (PNUE, PNUD, UNECA, Banque mondiale) a été une activité phare avant la COP 27, la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue en novembre en Égypte. Elle a permis de discuter des actions climatiques, de forger des partenariats et d'avancer sur une vision commune des pays africains pour s'engager dans les négociations à la COP27. La Semaine Africaine du Climat a réuni plus de 2300 parties prenantes afin de proposer des axes de solutions crédibles et durables et les moyens d'agir en faveur du climat dans les pays, les communautés et les économies.

Résilience communautaire et cohésion sociale

Pour augmenter la productivité agropastorale et réduire la vulnérabilité des populations, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture, de la sécurité alimentaire, chargé de la valorisation de la ruralité, le système des Nations Unies a investi dans le développement des chaînes de valeurs vectrices d'emplois décents. Ainsi, 300 micro-entreprises, à savoir 200 femmes et 100 jeunes, issus des provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué Maritime actifs dans les filières porteuses du manioc, de la banane,

du maraichage et du petit élevage ont bénéficié de formations dans le cadre du programme conjoint PNUD-FAO « **Renforcement de la sécurité alimentaire et de l'emploi des femmes et des jeunes via la promotion des chaînes de valeurs vertes inclusives** ».

En complément, le **Challenge de l'innovation des jeunes** du PNUD a été lancé pour identifier et soutenir les innovations transformatrices (valorisation des déchets du secteur agricole) et la résilience des jeunes (accès à l'énergie renouvelable). Neuf projets ont été retenus et ont reçu un soutien financier à hauteur de 40 000 USD chacun. Les initiatives ont profité de **l'application d'e-commerce WAGUI** spécialisée dans l'interconnexion entre les différents acteurs de la chaîne de valeur agricole. De plus, 20 femmes et jeunes ont pu exposer et vendre leurs réalisations lors d'un marché des producteurs organisé à Libreville.

La jeunesse s'est également impliquée sur les thématiques environnementales lors de la **Conférence Nationale des Jeunes sur les Changements Climatiques (LCOY)** soutenue par le PNUD. Les gagnants d'un concours d'éloquence ont pu



L'initiative pour la Forêt de l'Afrique Centrale (CAFI)

Le Gabon, un des pays au plus grand couvert forestier au monde, où les forêts tropicales représentent 88% du territoire national et environ 12% de celles du bassin du Congo, est un des premiers pays qui ont bénéficié des paiements basés sur les résultats fournis par CAFI.

L'initiative finance le projet « Expansion des aires protégées et optimisation de l'utilisation des terres aux fins de production de cultures vivrières au Gabon » (CAFI-2), doté d'un budget de 5 millions USD sur 36 mois, et mis en œuvre par le PNUD. En adéquation avec l'ambition du Gabon de réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 50% avant 2025, le projet vise spécifiquement à accroître le potentiel de séquestration du carbone forestier et à contribuer à l'essor d'une agriculture durable au Gabon.

En 2022, des progrès ont été fait pour définir les normes et standards nationaux ainsi que la capacitation des acteurs nationaux ainsi et autres parties prenantes pour une utilisation optimale des sols, une gestion efficace des aires protégées et la satisfaction des conditionnalités pour bénéficier des paiements basés sur les résultats.

L'appui de la CAFI a permis au Gabon de recevoir en juillet 2022 un premier paiement de 17 millions USD basé sur les résultats. Les activités relatifs seront renforcées en 2023 avec notamment l'opérationnalisation du Système d'Information pour les Sauvages (SIS) et l'adoption du projet de loi sur le foncier agricole.

participer à la COP27 en Egypte pour représenter les jeunes du Gabon dans les initiatives de conservation de l'environnement. De même, de jeunes entrepreneurs opérant dans les domaines de l'économie verte et du digital ont pris part au YouthConnekt Africa Summit à Kigali (Rwanda). Ceci leur a permis de se connecter avec leurs

pairs africains, d'élargir leur vision entrepreneuriale et de discuter des opportunités offertes à la jeunesse par la zone de libre-échange africaine.

Pour inciter les populations vivant dans les zones classées au patrimoine mondial de l'UNESCO à entreprendre des **activités génératrices de**



©UNRCO/Emily Pinna/2022

Agriculteur à Lambaréné, Moyen Ogooué



revenus et ainsi freiner des activités illicites comme le braconnage et le déboisement, une formation a été menée dans le parc national de la Lopé où 51 jeunes (18 femmes) issus des communautés locales ont bénéficié d'un renforcement de capacités.

2.3 Partenariats et financements de l'Agenda 2030

La mise en œuvre du PNUAD 2018-2022, en alignement avec les priorités nationales de diversification économique et de recherche de solutions de financement du développement alternatives aux revenus du pétrole, a permis de nouer de nouveaux partenariats. L'Équipe-pays a mis à profit son avantage comparatif en apportant un soutien matériel mais aussi technique pour renforcer la coordination des initiatives et du cadre de gouvernance des programmes. La jeunesse et la société civile, ont été parties intégrantes du plaidoyer pour la valorisation des écosystèmes et de la biodiversité exceptionnelle du Gabon.

Une coordination particulièrement efficace des efforts a été menée par les différentes entités du système des Nations Unies dans le cadre de la riposte à la pandémie de la Covid-19. D'autres bons exemples sont la plateforme nationale One Health, mise en place en 2022, et l'opérationnalisation du Cadre National de Financement Intégré (INFF) qui vise un meilleur alignement des divers flux de financement avec les priorités de développement nationales.

La collaboration avec les Institutions Financières Internationales (IFI) et les autres partenaires au développement a été renforcée avec notamment un nouveau dialogue entamé avec la Banque Africaine de Développement pour mieux coordonner le financement des priorités nationales en matière de développement. Le nouveau cycle programmatique des Nations Unies avec le Gabon, qui s'ouvre en janvier 2023, pose les jalons d'un partenariat multilatéral renforcé et plus efficace qui s'appuie à la fois sur les avantages comparatifs du système des Nations Unies selon l'approche One UN et sur la capitalisation des leçons apprises.

Ces efforts de plaidoyer permettront en 2023, par exemple, au secteur de la santé du pays de bénéficier d'un financement d'environ 2 480 000 euros du Fonds mondial pour la lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme pour le renforcement du système de santé gabonais.

Les 17 ODD et la théorie de changement développée durant la conception du nouveau Plan-cadre de Coopération ont guidé le plaidoyer du système des Nations Unies. Les journées internationales et d'autres événements clés, comme la Journée des Nations Unies (24 octobre) et la Journée Mondiale de l'Enfance (20 novembre), par exemple, ont représenté des opportunités de plaidoyer et d'engagement auprès de la société civile et, des acteurs des secteurs privé et académique sur les thématiques des ODD.

En novembre 2022, une cinquantaine d'entreprises ont pris part à une soirée de plaidoyer organisée pour élargir les investissements en faveur des enfants, ce qui reflète l'intérêt croissant du secteur privé dans l'atteinte des ODD.

2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

La cohérence, l'efficacité et l'efficience des Nations Unies ont été renforcées en 2022 par i) une Équipe-pays dynamique ; ii) le développement du Bilan Commun Pays et du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027) et iii) la mise en œuvre de quatre programmes conjoints, alignés avec les ODD et les priorités gouvernementales énoncées dans les plans nationaux, notamment le PSGE et le PAT.

Fonctionnement de l'Équipe-pays

L'Équipe-pays des Nations Unies au Gabon, composée des chefs d'agences de 25 entités, s'est dotée de groupes de travail inter agences (programmes/suivi et l'évaluation, genre, communication, opérations, etc.). Le travail de coordination sera renforcé par la mise en place des groupes de



Célébration de la Journée Internationale des Nations Unies 2022

L'Équipe-pays des Nations Unies au Gabon a célébré la Journée des Nations Unies le 24 octobre 2022 à travers une Journée Portes Ouvertes à l'Université Omar Bongo à Libreville pour mieux faire connaître les Nations Unies et leur impact sur la vie des populations. Plus de 300 étudiants de la Faculté de Droit et des Sciences Économiques ont été éduqués sur l'action commune du Système des Nations Unies. Toutes les agences du Système des Nations Unies ont animé des stands pour promouvoir leurs activités. Des discussions sous forme de sessions thématiques ont permis aux agences de discuter avec les étudiants sur des sujets tels que la transition vers une économie verte et bleue, le développement inclusif, la santé et la carrière au sein de l'ONU.



résultats pour chacun des trois piliers du Plan-cadre de coopération.

La retraite annuelle de l'Équipe-pays, organisée en novembre 2022 à Lambaréné, a été l'occasion de tirer les leçons du fonctionnement des programmes conjoints et des mécanismes de gouvernance des activités de l'Équipe-pays et de convenir des mesures visant à améliorer la cohérence, l'efficacité et l'efficacité. Les recommandations de l'évaluation indépendante du PNUAD (2018-2022) ont guidé les décisions.

Programmes conjoints

La mise en œuvre de programmes conjoints, tels que le Programme Citoyenneté et Protection Sociale « financé par le Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD », par exemple, exécuté par

six agences du système des Nations Unies et clos mi-2022, a permis de réaliser d'importants résultats malgré les nombreux défis rencontrés. Plus de 4000 personnes, vivant surtout dans des zones reculées du pays, ont pu obtenir un certificat de naissance et 85% d'entre elles ont été inscrites à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS).

Les programmes conjoints ont mis en valeur les avantages comparatifs des agences du système des Nations Unies afin de répondre au mieux aux besoins exprimés par les populations et le Gouvernement gabonais. Retenue comme une bonne pratique dans l'évaluation de l'UNDAF, la programmation conjointe est au cœur du nouveau Plan-cadre de coopération car génératrice d'effets multiplicateurs sur les interventions du système



des Nations Unies et catalytiques sur l'accélération des progrès vers les ODD au Gabon.

Mise en œuvre du Business Operation Strategy (BOS)

La poursuite des efforts conjoints initiés depuis 2019 dans la mise en œuvre du Business Operation Strategy (BOS) a permis de réaliser des économies d'échelles substantives qui seront poursuivies en 2023 et au-delà.

Le coût évité par la gestion partagée est de 685 843 USD, pour la période 2019-2022, 30 % de ce montant, soit 203 941 USD a été réalisé au cours de l'année 2022. Les bons progrès de l'année 2022 sont le résultat de la gestion partagée du service d'entretien de la Maison commune des Nations Unies, la finalisation d'un accord de long terme pour les services de gardiennage ainsi que la mise en service de la plateforme de covoiturage pour réduire l'impact environnemental des opérations.

2.5 Évaluations et leçons apprises

L'année 2022 a été une année charnière marquée par **l'achèvement du PNUAD (2018-2022)**, son évaluation, ainsi que par la finalisation du processus d'élaboration de la nouvelle génération de **Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon 2023-2027** sur la base d'un Bilan Commun Pays. Ce dernier fait une analyse des progrès vers les 17 ODD, présente les acquis et énumère les défis de développement durable du pays.

L'analyse conjointement menée avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes a été grandement facilitée par des analyses sectorielles approfondies menées avec l'appui technique du système des Nations Unies. La revue des progrès vers les 17 ODD à l'aide des statistiques compilées et validées par les départements gouvernementaux avec les directions de la Statistique et de la Prospective du ministère de l'Economie et de la Relance a permis



Retraite de l'Equipe-pays des Nations Unies Gabon à Lambaréné, Moyen Ogooué



Histoire de bénéficiaire – Programme Citoyenneté et Protection Sociale

Mohammed Shawal, 14 ans, n’a jamais eu son acte de naissance. Sa maman raconte tout le mal qu’elle a eu depuis 2016 pour rattraper le retard d’enregistrement de la naissance de son fils.

À cette époque, elle n’avait que 17 ans. “Je me souviens de mes va-et-vient auprès du tribunal pour corriger cette erreur. Il n’était pas facile de réunir tous les témoins et financièrement aussi, je n’étais pas prête”, se souvient Amina qui avait accouché hors hôpital et qui a dû collecter tous les documents nécessaires tels que le certificat d’âge apparent ou les pièces d’identité des témoins.

A présent, elle est confiante que son fils pourra avoir son acte de naissance. “Arrivés ici à la bibliothèque municipale du 3ème arrondissement où se déroule la campagne, nous avons été bien accueillis et cela a été très rapide et gratuit. J’attends avec impatience la suite de la procédure”, souligne-t-elle en rentrant chez elle enthousiaste.

Pour son fils Mohammed, l’obtention de ce papier mettra fin à beaucoup de problèmes. En effet, actuellement en classe de 3ème, il doit passer son BEPC mais il espère aussi pouvoir plus tard voyager. Il aspire tout simplement à une vie meilleure. “Cela me faisait honte en effet de dire à mes camarades que je n’ai pas de papier légal qui atteste de mon existence”, se souvient-il. Comme lui, beaucoup d’enfants sont confrontés au même problème et ne peuvent s’inscrire aux examens. Ils sont en situation d’apatridie et espèrent que cette opération leur offrira une deuxième chance.

Le Programme Conjoint « Protection sociale et Citoyenneté » des Nations Unies, mis en œuvre entre 2020 et 2022 par le système des Nations Unies en collaboration avec le ministère des Affaires Sociales, des mairies et d’autres partenaires non-gouvernementaux avec le financement du Fonds conjoint des Nations Unies pour les ODD visait l’identification des personnes n’ayant pas d’acte de naissance et donc pas accès à la protection sociale, l’éducation et la santé.



au Gabon de présenter, pour la première fois, un rapport d’Examen National Volontaire sur les ODD lors d’une réunion de haut niveau au Siège des Nations Unies à New York. Le bilan a également servi de base à l’identification des besoins et à la formulation du nouveau Plan-cadre de coopération lors des consultations avec les parties prenantes.

La signature le 15 décembre 2022 du nouveau Plan-cadre de Coopération pour le développement durable du Gabon est l’aboutissement d’un processus particulièrement inclusif et participatif, initié en 2021, qui a notamment été marqué par

des efforts significatifs en vue de renforcer les capacités de génération de connaissances basées sur des données probantes, une compréhension commune des défis et des opportunités pour atteindre les ODD élaborée dans le Bilan Commun Pays.

Autre point d’orgue de l’année, l’adoption de **Ar-rêté 0295 du Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République gabonaise**. En date du 31 mars 2022, qui non seulement organise la gouvernance interne du nouveau Plan-cadre de Coopération, mais met aussi en place un pilotage conjoint des ODD, symbole fort de l’étroite collab-



oration et de la confiance entre le système des Nations Unies et le Gabon.

2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

Aperçu financier

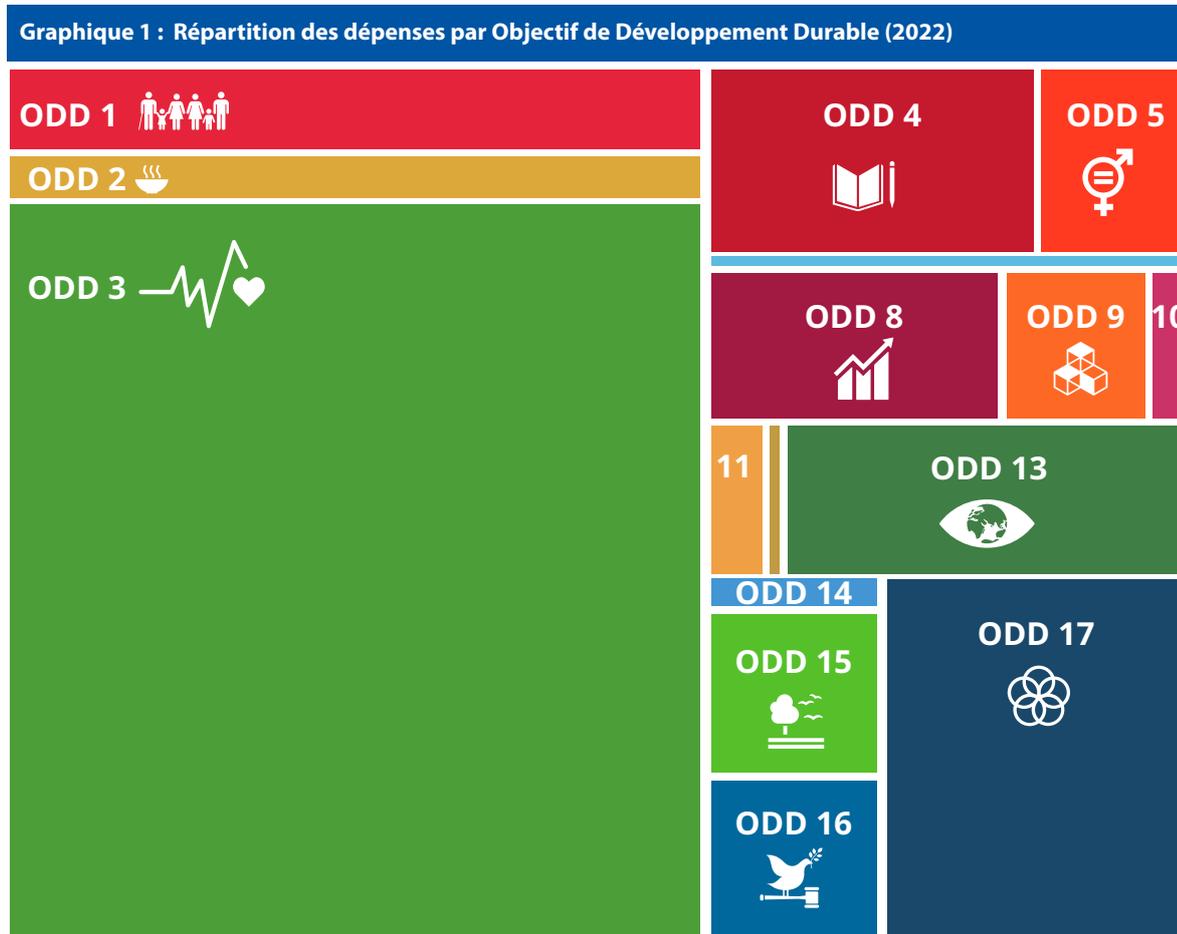
En 2022, pour la mise en œuvre de ses programmes et activités le système des Nations Unies au Gabon a disposé de 24,4 millions USD contre 28,1 en 2021. Cette baisse des ressources financières mobilisées est à relativiser, du fait que les montants plus élevés en 2021 étaient dus à des financements extraordinaires pour soutenir la riposte à la Covid-19 et la mise en œuvre par l'Équipe-pays du Plan de riposte socio-économique (SERP). Environ 63% du budget annuel 2021 a été consacré à la santé et principalement à la riposte Covid-19.

Les efforts de mobilisation de ressources se sont poursuivis en 2022 avec des agences comme le PNUD et le FNUAP ayant eu une croissance de plus de 25% de leurs budgets annuels.

En termes de réalisations, le taux global de mise en œuvre d'us budget du système des Nations Unies en 2022 a été de 73% contre 89% en 2021. Cette différence s'explique par les décaissements accélérés en réponse aux besoins urgents de la Covid-19 et la réorientation d'un partie importante des financements.

Le taux de dépense en 2022 est relativement bas parce que certaines agences, notamment l'OMS et la FAO, ont des budgets biannuels couvrant 2022 et 2023 et n'ont pas encore engagé une bonne partie de leur budget qui sera dépensé au cours de l'année 2023.





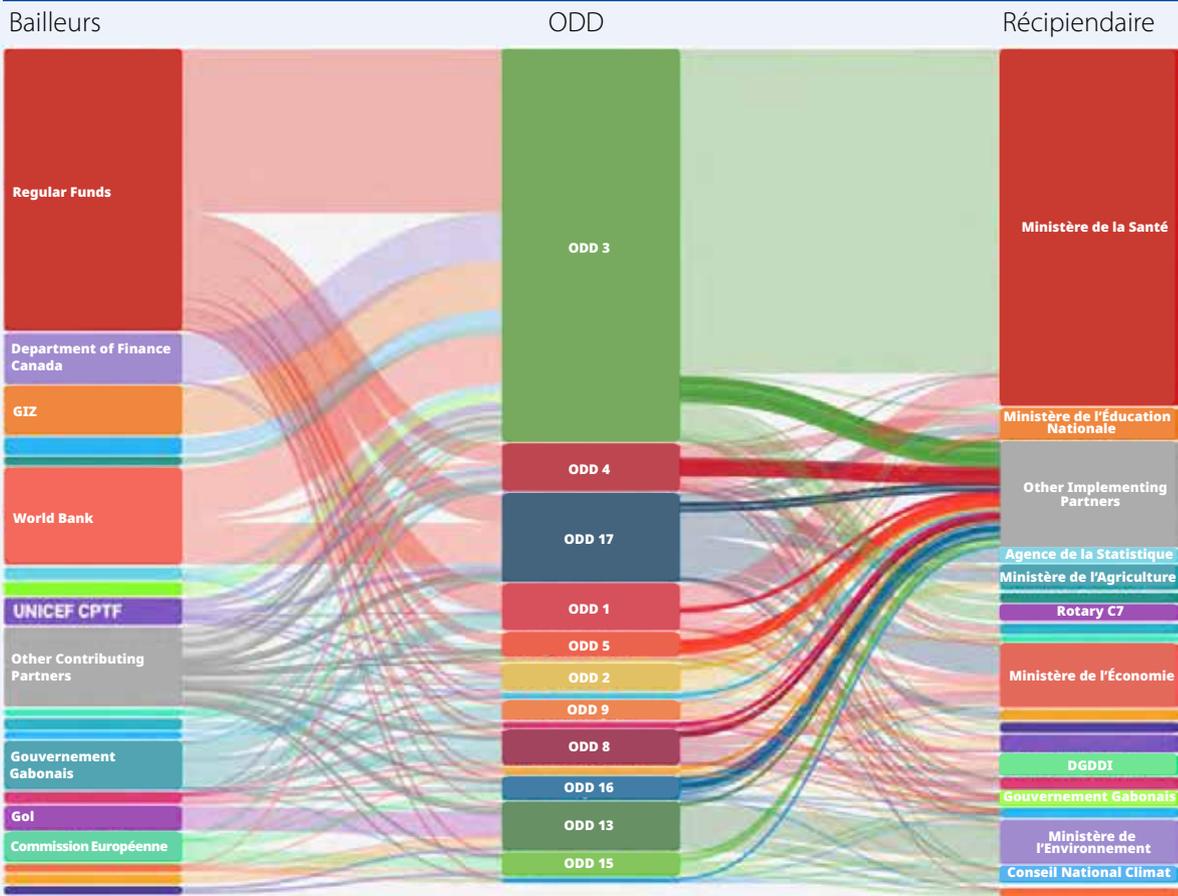
Ressources disponibles et dépenses par le système des Nations Unies au Gabon (2022)

Agences	Ressources Disponibles 2022 (USD)	Dépenses 2022 (USD)	Taux de mise en œuvre
FAO	2 020 492	791 237*	39%
ONUSIDA	88 591	53 931	61%
CNUCED	30 000	30 000	100%
PNUD	4 241 911	3 933 924	93%
UNESCO	1 263 672	805 941	64%
FNUAP	759 201	710 491	94%
UNHCR	57 172	47 604	83%
UNICEF	3 116 257	3 116 232	100%
ONUDC	637 600	567 600	89%
OMS	9 795 905	6 024 808*	62%
ONUDI	306 361	167 301	55%
FIDA	1 300 000	1 025 560	79%
OIM	581 000	271 000	47%
OHCHR	46 409	28 094	61%
BIT	187 850	187 850	100%
Total	24 432 421	17 761 573	73%

* Budgets biannuels 2022-2023



Graphique 2 : Provenance et affectation des ressources financières (2022)





SUSTAINABLE DEVELOPMENT GOALS

1 ERITY 	2 ZERO HUNGER 	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
4 QUALITY EDUCATION 	5 GENDER EQUALITY 	6 CLEAN WATER AND SANITATION
7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY 	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH 	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
10 REDUCED INEQUALITIES 	11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES 	12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION
13 CLIMATE ACTION 	14 LIFE BELOW WATER 	15 LIFE ON LAND
17 PARTNERSHIPS FOR THE GOALS 		

Programme
des Nations Unies
pour le Développement



GENERATION
EGALITE



CHAPITRE 3 : PRIORITÉS DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES POUR L'ANNÉE 2023

Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027)

Réduire la pauvreté, les inégalités sociales et de genre tout en préservant les écosystèmes pour assurer le développement durable en alignement avec la vision du pays.

En 2022, 9 millions USD soit environ 45% du budget total du système des Nations Unies au Gabon ont été affectés à la santé (ODD3). L'ODD2 visant la réduction de la faim et l'amélioration de la nutrition a reçu 16% des ressources.

L'essentiel des ressources disponibles du système des Nations Unies en 2022 provient des fonds réguliers des agences, des fonds de programmes et de la Banque Mondiale qui a financé certaines activités surtout relatives à la santé.

En 2023, le système des Nations Unies au Gabon visera une **intégration renforcée** avec le Gouvernement et les autres partenaires dans le cadre de **l'engagement conjoint renouvelé** que symbolise le nouveau Plan-cadre de coopération qui démarrera le 1er janvier 2023.

Ainsi le système des Nations Unies au Gabon s'assurera-t-il de **l'effective opérationnalisation des principes clés des Nations Unies**, au cœur du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027) en mettant l'individu au centre : ne laisser personne de côté, l'équité de genre et l'autonomisation des femmes, la redevabilité, la résilience, la durabilité et la transformation économique verte et bleue et la bonne gouvernance et les droits humains.

Le nouveau Plan-cadre prévoit une programmation alignée sur les priorités du Gouvernement exprimées dans les plans de développement nationaux (PSGE et PAT). Elle se traduit en trois axes stratégiques prioritaires :



La Ministre de l'Économie et de la Relance (à gauche) et la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Gabon (à droite) lors de la signature du nouveau Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable du Gabon (2023-2027)



Côte de Libreville, capitale du Gabon

- 1) Renforcer la bonne gouvernance et promouvoir les droits humains,
- 2) Faciliter la transition du Gabon vers une économie verte et bleue, et
- 3) Promouvoir l'égalité des chances et l'inclusion.

Trois domaines d'intervention catalyseurs seront promus incluant la digitalisation, l'intégration régionale et la mobilisation des financements avec l'ambition **d'accélérer la réalisation des ODD**.

Dans ce sens, la coopération avec le Gouvernement va se poursuivre en vue d'améliorer la collecte et l'utilisation de données statistiques de bonne qualité.

L'année 2023 sera consacrée à la dynamisation de l'Équipe-pays des Nations Unies pour un lancement et une mise en œuvre efficace du nouveau Plan-cadre de coopération. À cet égard, plusieurs étapes clés seront initiées au cours du premier semestre, à savoir :

- ▶ Opérationnalisation du Plan-cadre de coopération à travers les groupes de résultats et l'adoption d'une planification stratégique conjointe (budgétisation, élaboration des plans de travail

des groupes de résultats et développement d'un plan de suivi et d'évaluation, etc.) ;

- ▶ Élaboration et mise en œuvre d'un plan de mobilisation de ressources pour le Plan-cadre de coopération ;
- ▶ Conception de nouveaux programmes conjoints et de partenariats innovants
- ▶ Élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication et de plaidoyer ;
- ▶ Accélération de la mise en œuvre du Business Operation Strategy (BOS).

L'Équipe-pays des Nations Unies va également renforcer son dispositif pour une bonne exécution du plan de prévention de l'exploitation et de l'abus et du harcèlement sexuel au Gabon.

La coopération avec les autorités gabonaises pour renforcer la planification, la programmation stratégique et l'allocation des fonds sur la base de données probantes sera encore renforcée, de même que les efforts de suivi et d'évaluation des progrès vers les ODD, le tout en impliquant l'ensemble des acteurs visant la réalisation de l'Agenda 2030 au Gabon.









NATIONS UNIES
GABON



MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT DE GUÉ-GUÉ
BP 2183 LIBREVILLE, GABON

www.gabon.un.org/fr

 @onugb

 @onuGabon

 gabon.un.org